La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2004 : excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars

Le mois de juillet 2004 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 12 millions en juillet 2003. Cette amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à une forte croissance des revenus budgétaires, en hausse de 1,5 milliard, ou 10,3 %, surtout sous l'effet de l'augmentation des revenus d'impôt des sociétés et des droits et des taxes d'accise. Le total des charges budgétaires a augmenté de 0,1 milliard, la légère hausse des charges de programmes ayant compensé la baisse des frais de la dette publique.

D'avril à juillet 2004 : excédent budgétaire de 4,4 milliards de dollars

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à juillet), l'excédent budgétaire est estimé à 4,4 milliards de dollars, en hausse de 0,7 milliard par rapport à l'excédent affiché pendant la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont augmenté de 2,0 milliards, ou 3,3 %, traduisant des gains dans la plupart des principales composantes. L'importance des revenus budgétaires traduit la forte croissance de l'économie qui s'est manifestée durant le premier semestre de 2004. Statistique Canada a relevé que le revenu nominal, soit l'assiette fiscale correspondant aux revenus fédéraux, a augmenté de 6,7 % au deuxième trimestre de 2004 par rapport à la même période l'an dernier. Les charges de programmes ont gagné 1,5 milliard, ou 3,4 %, surtout en raison de l'augmentation des paiements de transfert, résultat de mesures budgétaires antérieures. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard.

Juillet 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de juillet 2004 est estimé à 1,4 milliard de dollars, en comparaison d'un excédent de 12 millions en juillet 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui s'élèvent à 16,1 milliards de dollars, ont augmenté de 1,5 milliard, ou 10,3 %. Cette augmentation est surtout attribuable à un accroissement de 0,7 milliard des revenus d'impôt des sociétés et de 0,8 milliard des droits et des taxes d'accise.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,1 milliard de dollars, ou 1,5 %, surtout à cause de l'augmentation des retenues à la source sur les revenus d'emploi.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont grimpé de 0,7 milliard de dollars, ou 62,4 %, sous l'effet d'une forte croissance des recettes brutes et de la diminution des remboursements attribuables à l'établissement de nouvelles cotisations fiscales d'années antérieures.
- Les droits et les taxes d'accise ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 25,9 %, dans toutes leurs composantes. Les revenus de la taxe sur les produits et services (TPS) se sont accrus de 0,5 milliard, ou 20,9 %, en raison de l'augmentation des revenus de TPS prélevés aux douanes et de la diminution des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,1 milliard, tandis que les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 0,2 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 11,3 %, la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) ayant plus que neutralisé la progression de l'emploi et, donc, du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, c'est-à-dire les revenus des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont augmenté de 7,9 %. Cette composante est très instable d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes en juillet 2004 ont totalisé 11,6 milliards de dollars, en hausse de 0,2 milliard, ou 1,4 %, par rapport à juillet 2003. Les paiements de transfert et autres charges de programmes ont été légèrement supérieurs.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 1,8 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté légèrement d'une année sur l'autre, puisque l'augmentation des prestations aux aînés a presque été compensée par le recul des versements au titre des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,7 % en raison à la fois de l'augmentation de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont diminué de 5,3 % sous l'effet

du fléchissement des prestations ordinaires, lui-même imputable à l'amélioration du marché du travail.

- Les principaux transferts aux autres administrations, constitués des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, sont en hausse de 0,2 milliard de dollars, ou 8,1 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux traduit le financement accru aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes. Au total, ces transferts ont augmenté de 7,3 % par rapport à juillet 2003.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 5,8 %. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,9 %, la baisse des charges liées aux sociétés d'État ayant été largement neutralisée par la hausse des charges liées à la défense et de toutes les autres charges des ministères et organismes. Cette composante est aussi assez volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements et de l'entrée en vigueur des mesures d'exécution du budget.

Les frais de la dette publique ont reculé de 2,5 %, ce qui s'explique par la baisse de l'encours de la dette portant intérêt qui a plus que compensé l'augmentation du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à juillet 2004 : résultats budgétaires

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice, l'excédent budgétaire s'est fixé à 4,4 milliards de dollars, soit une progression de 0,7 milliard par rapport à l'excédent de 3,7 milliards déclaré pour la période correspondante en 2003-2004.

À 61,6 milliards de dollars, les revenus budgétaires se sont accrus de 2,0 milliards, ou 3,3 %, traduisant de solides gains dans la plupart des composantes des revenus fiscaux (en hausse de 6 %), atténués légèrement par la diminution des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus.

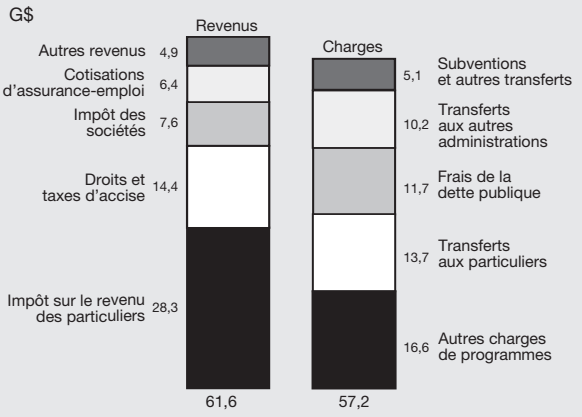
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 4,5 %. L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique principalement par la forte croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui traduit, en partie, les gains importants constatés dans l'emploi au cours des 12 derniers mois.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés se sont accrus de 0,6 milliard de dollars, ou 8,6 %, sous l'effet de solides gains, au chapitre des acomptes provisionnels mensuels, ayant découlé de l'augmentation des bénéfices des sociétés.
- Les droits et les taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 7,2 %. Les revenus produits par la TPS ont augmenté de 0,7 milliard, ou 7,3 %, en raison de la hausse des recettes brutes tirées des ventes intérieures et des douanes, et de la diminution des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont progressé de 13,2 %, sous l'effet d'une forte croissance des importations passibles de droits de douane. Les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,8 %, en raison de l'augmentation des revenus d'accise sur l'alcool et le tabac, alors que les revenus tirés des taxes sur l'énergie ont diminué.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 6,6 %, en raison de la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont diminué de 11,2 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à juillet 2004, qui s'élèvent à 45,6 milliards de dollars, affichent une hausse de 1,5 milliard, ou 3,4 %, par rapport à la période correspondante de 2003-2004, la majeure partie de cette augmentation découlant de l'augmentation des paiements de transfert. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard.

Les paiements de transfert, qui ont constitué près des deux tiers du total des charges de programmes, ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 5,0 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 2,0 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,2 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont diminué légèrement. Au chapitre de l'assurance-emploi, les prestations ordinaires ont diminué, en raison de l'amélioration du marché du travail, tandis que les prestations spéciales, notamment les prestations de maladie, de maternité et de paternité, ont augmenté.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 6,5 %, sous l'effet de la hausse des transferts pour la santé et d'autres programmes sociaux, résultat de récentes mesures budgétaires, et de

Revenus et charges
(d'avril à juillet 2004)



l'augmentation des transferts fiscaux. Cette dernière s'explique principalement par l'incidence des recouvrements faits en 2003-2004 à propos de paiements en trop effectués les années précédentes dans le cadre du programme de péréquation, qui ont fait baisser les dépenses l'an dernier. Des erreurs de classification entre des subventions et transferts fiscaux et d'autres transferts ont entraîné une surestimation de 374 millions de dollars au titre des transferts fiscaux d'avril à juin 2004, et une sous-estimation d'un montant comparable pour les subventions et autres transferts. Le tout a été corrigé en juillet.

- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 10,9 %, principalement sous l'incidence de mesures annoncées dans les budgets précédents.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 0,7 %, alors que la légère diminution d'une année sur l'autre des charges liées aux sociétés d'État et à la défense a été compensée par l'augmentation de toutes les autres charges des ministères et des organismes.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,8 %, ce qui s'explique par la baisse de l'encours de la dette portant intérêt qui a plus que compensé l'augmentation du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 5,9 milliards de dollars d'avril à juillet 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

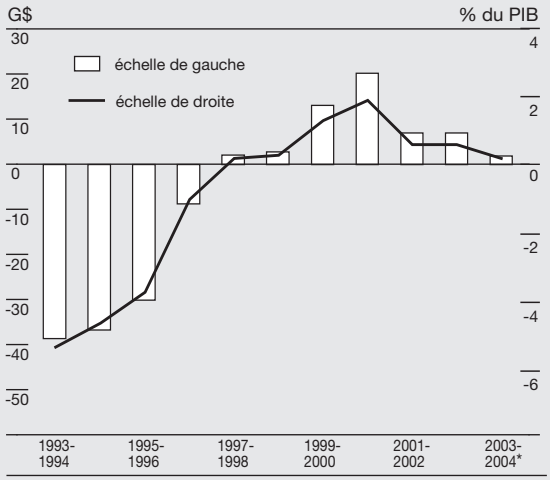
Les opérations non budgétaires ont entraîné des besoins nets de 10,2 milliards de dollars au cours de la période allant d'avril à juillet, en baisse de 5,2 milliards de dollars par rapport aux besoins financiers de la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable aux transferts en espèces versés d'avril à juillet 2003 aux fonds fiduciaires établis dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards), du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard), de l'Inforoute Santé du Canada (600 millions) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions).

Étant donné un excédent budgétaire de 4,4 milliards de dollars et des besoins nets de 10,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, les besoins financiers nets pour les quatre premiers mois de 2004-2005 se sont élevés à 5,9 milliards, en baisse de 5,9 milliards par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 7,0 milliards de dollars

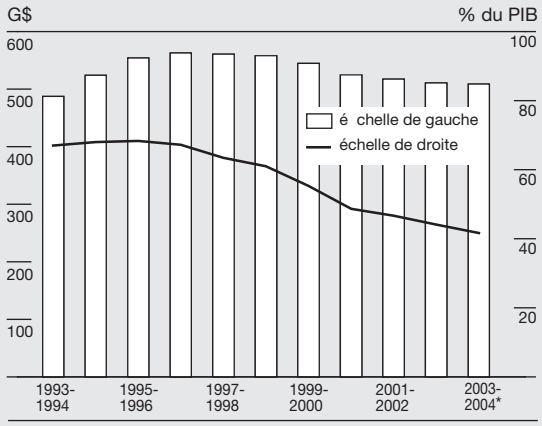
À la fin de juillet 2004, le gouvernement a réduit de 7,0 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés, surtout en allégeant son stock d'obligations négociables. Il a donc dû réduire ses soldes de trésorerie afin de financer des besoins financiers de 5,9 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de juillet s'élevaient à 4,4 milliards.

Solde budgétaire



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 561	16 063	59 636	61 600
Charges				
Charges de programmes	-11 441	-11 604	-44 055	-45 553
Frais de la dette publique	-3 108	-3 031	-11 914	-11 696
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	12	1 439	3 667	4 351
Opérations non budgétaires	-2 218	-88	-15 427	-10 209
Ressources ou besoins financiers	-2 206	1 340	-11 760	-5 858
Variation nette dans les activités de financement	988	821	458	-6 967
Variation nette dans l'encaisse	-1 218	2 161	-11 302	-12 825
Encaisse à la fin de la période			3 395	4 425

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 345	7 453	1,5	27 045	28 265	4,5
Impôt sur le revenu des sociétés	1 169	1 899	62,4	7 000	7 600	8,6
Autres impôts sur le revenu	317	266	-16,1	982	1 101	12,1
Total des impôts sur le revenu	8 831	9 618	8,9	35 027	36 966	5,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 257	2 728	20,9	9 330	10 013	7,3
Droit de douane à l'importation	210	317	51,0	879	995	13,2
Taxes de vente et d'accise	726	960	32,2	3 072	3 250	5,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	15	35	133,3	147	131	-10,9
Total des taxes et droits d'accise	3 208	4 040	25,9	13 428	14 389	7,2
Total des revenus fiscaux	12 039	13 658	13,4	48 455	51 355	6,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 652	1 466	-11,3	6 893	6 438	-6,6
Autres revenus	870	939	7,9	4 288	3 807	-11,2
Total des revenus budgétaires	14 561	16 063	10,3	59 636	61 600	3,3

Tableau 3
Charges budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 214	2 273	2,7	8 847	9 127	3,2
Prestations d'assurance-emploi	1 036	981	-5,3	4 607	4 597	-0,2
Total	3 250	3 254	0,1	13 454	13 724	2,0
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			4 217	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			2 608	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			500	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 691			6 766	25	
Total	1 691	1 831	8,3	6 766	7 350	8,6
Transferts fiscaux	879	943	7,3	3 555	3 790	6,6
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-211	-225	6,6	-784	-984	25,5
Total	2 359	2 549	8,1	9 537	10 156	6,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	27	29	7,4	46	153	232,6
Affaires étrangères	159	151	-5,0	593	727	22,6
Santé	191	233	22,0	517	608	17,6
Développement des ressources humaines	85	88	3,5	427	492	15,2
Affaires indiennes et du Nord	312	340	9,0	1 564	1 552	-0,8
Industrie et développement régional	128	110	-14,1	457	494	8,1
Autres	362	240	-33,7	1 004	1 084	8,0
Total	1 264	1 191	-5,8	4 608	5 110	10,9
Total des paiements de transfert	6 873	6 994	1,8	27 599	28 990	5,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	51	94	84,3	417	466	11,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	166	170	2,4	737	725	-1,6
Autres	192	122	-36,5	737	695	-5,7
Total	409	386	-5,6	1 891	1 886	-0,3
Défense	1 021	1 070	4,8	3 576	3 568	-0,2
Tous les autres ministères et organismes	3 138	3 154	0,5	10 989	11 109	1,1
Total des autres charges de programmes	4 568	4 610	0,9	16 456	16 563	0,7
Total des charges de programmes	11 441	11 604	1,4	44 055	45 553	3,4
Frais de la dette publique	3 108	3 031	-2,5	11 914	11 696	-1,8
Total des charges budgétaires	14 549	14 635	0,6	55 969	57 249	2,3

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	12	1 428	3 667	4 351
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-216	-6	-636	-379
Autres activités d'investissements	44	-309	-400	-431
Comptes de pension et autres comptes	-709	-721	81	-617
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-1 775	586	-15 884	-10 067
Opérations de change	205	104	412	279
Amortissement des immobilisations corporelles	233	258	1 000	1 006
Total des autres activités	-1 337	948	-14 472	-8 766
Total des opérations non budgétaires	-2 218	-88	-15 427	-10 209
Ressources ou besoins financiers nets	-2 206	1 340	-11 760	-5 858

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	juillet		d'avril à juillet	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-2 206	1 340	-11 760	-5 858
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 729	278	-4 794	-7 432
Bons du Trésor	2 900	1 000	5 800	1 800
Obligations d'épargne du Canada	-99	-61	-489	-183
Autres	-2	-5	176	-19
Total	1 070	1 212	693	-5 834
Emprunts en devises	-82	-391	-235	-1 133
Variation nette dans les activités de financement	988	821	458	-6 967
Variation dans l'encaisse	-1 218	2 161	-11 302	-12 825

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Septembre 2004